

Relations internationales 05/2014

Amérique centrale : un développement économique sous influence ?

mardi 13 mai 2014, par [Ivan SAND](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Ivan SAND](#), **Relations internationales 05/2014**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 13 mai 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique de l'Amérique centrale. Comment différencier les situations des Etats d'Amérique centrale ? Que ce soit par l'avancement du processus de démocratisation, l'économie ou le souci de peser d'avantage sur la scène internationale, les pays de la région se différencient par leur vision stratégique et les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

« **Relations internationales** » : cette rubrique du *Diploweb.com* analyse un thème précis à travers différentes publications dans une autre langue que le français, issues de revues ou d'instituts spécialisés dans les relations internationales. L'objectif est ici de présenter une étude approfondie d'un sujet ayant fait l'objet d'un traitement médiatique particulier durant les dernières semaines. Cette édition présente des publications en langue anglaise de *The Inter-American Dialogue*, *The Wall Street Journal*, *The Economist*.

D'UN POINT DE VUE géographique, [l'Amérique centrale](#) est définie comme la bande de terre qui va de l'isthme de Tehuantepec, au Mexique, à l'isthme de Panama, et qui relie les deux Amériques. Sur le plan politique, quand on parle de [l'Amérique centrale](#), on en exclut généralement le Sud du [Mexique](#) pour ne garder que six pays : **le Guatemala, le Belize, le Honduras, le Salvador, le Costa Rica, et le Panama**. Cette région d'environ 520 000 km² pour un peu plus de 44 millions d'habitants est fréquemment décrite comme formant un tout assez homogène et stigmatisée pour son instabilité politique et ses régulières flambées de violences.

Les pays de cet isthme ont une histoire intimement liée à l'influence des [Etats-Unis](#), qui considèrent encore aujourd'hui cette région comme leur arrière-cour. Washington y a exercé une influence politique énorme, en soutenant tour à tour des mouvements rebelles puis en y installant des régimes qui lui étaient favorables. [Les Etats-Unis](#) y jouissent toujours d'une très forte présence, à la fois militaire, avec de nombreuses bases dans la région, politique, via leur système d'alliance, et enfin économique, puisqu'ils sont de loin les premiers partenaires commerciaux de la région avec 33% des exportations et 38% des importations.

Cette analyse sommaire cache pourtant **des situations très diverses entre les sept États d'Amérique centrale**. Que ce soit par l'avancement du processus de démocratisation, l'économie ou le souci de peser d'avantage sur la scène internationale, les pays de la région se différencient par leur vision stratégique et les moyens mis en œuvre pour y parvenir. A l'aide de trois publications récentes, nous présenterons ici une brève étude des évolutions en cours au Costa Rica, au Panama et au Nicaragua.

The Inter-American Dialogue

A l'occasion de l'élection présidentielle du 6 avril 2014 au Costa Rica, le think tank *Inter-American Dialogue*, dont le siège est à [Washington](#) et qui est spécialisé dans les relations entre les Amériques, consacrait une publication exceptionnelle aux principaux défis que le prochain dirigeant du pays devrait affronter [1]. Au-delà de la question de la légitimité du nouveau président de centre gauche, Luis Guillermo Solís, soulevée par le contexte particulier de son élection - son unique adversaire ayant jeté l'éponge entre les deux tours - la plupart des analystes interrogés par l'*Inter American Dialogue* s'accordent pour dire que c'est avant tout

pour « mettre fin à la corruption » et à la « détérioration des institutions » que les Costaricains lui ont accordé leur confiance. Alors que les affaires ont miné la fin du mandat de son prédécesseur Laura Chinchilla, conduisant notamment aux démissions de ses ministres des transports et des finances, M. Solis a parfaitement su incarner la rupture en ciblant le « clientélisme et [...] la corruption qui ont permis aux partis traditionnels de rester au pouvoir si longtemps » [2].

Mais ce n'est pas simplement en vertu de principes moraux que les experts interviewés par *l'Inter-American Dialogue* appellent à la lutte contre ces mauvaises pratiques : selon eux, c'est surtout pour attirer les investissements étrangers, dont le pays dépend, que le nouveau dirigeant costaricain se doit d'assainir au plus vite la vie politique. Si le Costa-Rica est souvent cité comme un des bons élèves en Amérique centrale sur le plan économique, c'est grâce à son modèle tourné vers l'export, mis en place peu après la crise de 1980-82, période durant laquelle le taux de pauvreté dépassait 50%. Le pays s'est depuis transformé en multipliant les créations de zones franches et les accords de libre-échange avec les grandes puissances économiques, mais aussi les principaux émergents et les États voisins. Il est ainsi devenu, en moins de deux décennies, le premier exportateur d'Amérique latine dans le secteur des hautes technologies. Une stratégie de spécification régionale symbolisée par l'implantation d'Intel dès 1997, pionnier d'un parc industriel qui compte aujourd'hui plus de 250 compagnies « high tech ». Bien que le pays reste toujours très attractif grâce à des coûts de la main d'œuvre 30% moins élevés qu'aux Etats-Unis, le meilleur niveau d'éducation de la région selon le Forum économique mondial, et une relative stabilité politique, ce modèle soulève aujourd'hui de sérieuses inquiétudes.

Tout d'abord, l'économie costaricaine est centrée sur le secteur des hautes technologies, qui représente 41% du total des exportations industrielles, dont une part très importante est attribuée à Intel. Cette forte dépendance vis-à-vis de l'entreprise américaine a notamment été pointée du doigt lorsque celle-ci a décidé de supprimer 1500 postes dans ses effectifs dans le pays à la suite d'une restructuration, au début du mois d'avril 2014. Ce départ brutal illustre les craintes d'une détérioration de l'image de l'État costaricain à l'étranger. Dans le dernier rapport « Doing Business » de la Banque Mondiale, le pays n'occupe que la 102ème place sur 189, en partie à cause des affaires de corruption et de la taille endémique du secteur économique informel. De plus, bien que le Costa Rica ait fait de nombreux efforts pour diversifier ses partenaires commerciaux, il a très peu de marge de manœuvre dans sa relation avec [les Etats-Unis](#), qui concentrent encore 35% des investissements étrangers dans le pays. Une situation intenable que veut s'employer à atténuer le nouveau président Solis, pour qui « La monogamie [...] avec les Etats-Unis, n'est pas souhaitable dans un monde globalisé » [3].

The Wall Street Journal

Le Panama constitue également un parfait exemple d'économie très dépendante d'un secteur particulier, où les États-Unis jouent un rôle de premier plan. À la différence du Costa-Rica, c'est du trafic maritime mondial que ce pays tire une part importante de ses revenus, via la manne rapportée par les navires qui transitent par le canal de Panama. Cet édifice compte directement pour 7% du PIB national mais ce chiffre monte à 22% si l'on prend en compte l'ensemble des retombées du commerce maritime pour ce petit État de 3,5 millions d'habitants. Quand on sait que 65% des navires empruntant cette voie sont américains, on comprend la grande influence qu'exerce Washington sur le Panama.

[Les Etats-Unis](#) ont d'ailleurs joué un rôle historique très important dans la jeune histoire du pays. Alors que les travaux du canal avaient été entamés en 1882 par Ferdinand de Lesseps, quelques années après son succès dans l'édification du canal de Suez en Égypte, le scandale politique du financement de ce nouveau projet contraint l'entrepreneur français à l'abandonner en 1889. Washington est alors prêt à reprendre les travaux, à condition de bénéficier du contrôle du canal, ce que refusent catégoriquement les États-Unis de Colombie, auxquels le Panama appartient à l'époque. C'est pourquoi les Américains vont habilement soutenir un soulèvement dans la région, qui conduira à l'indépendance du Panama en 1903. Les travaux peuvent alors reprendre en 1904, sous l'égide de Washington, et le canal est inauguré dix ans plus tard. Il restera sous administration américaine jusqu'à sa rétrocession au Panama en 1999.

Aujourd'hui, l'État panaméen est engagé depuis 2007 dans de grands travaux d'élargissement du canal en vue de doubler sa capacité annuelle, et surtout de permettre le passage de navires beaucoup plus larges, appelés « post-panamax ». Au début de l'année 2014, un différend au sein du consortium en charge du projet, le GUPC (Grupo Unidos para el Canal), a fait craindre un retard très important de sa livraison, initialement prévue pour août 2014. Bien qu'aucune entreprise américaine ne fasse partie du GUPC, le *Wall Street Journal* [4] rapportait qu'une étude du groupe énergétique Wood MacKenzie [5] jugeait totalement improbable un réel blocage du projet étant donné les investissements américains colossaux engagés en anticipation de l'élargissement. Selon l'article du quotidien américain, « les ports de la côte Est des Etats-Unis [...] se sont déjà agrandis en vue d'accueillir des navires beaucoup plus larges » tandis que les exportateurs de gaz naturel liquéfié ont également réalisé de lourds investissements pour acheminer leur marchandise depuis les ports américains du Golfe du Mexique vers l'Est asiatique. Malgré des coûts supplémentaires d'environ un tiers du budget initial de 5 milliards de dollars, les intérêts de Washington étaient donc bien trop importants pour qu'un accord ne puisse être trouvé en vue de terminer l'élargissement du canal de Panama le plus rapidement possible. En effet, la suspension des travaux n'aura duré que deux semaines, l'État panaméen et les entreprises européennes du consortium ayant annoncé un accord définitif fin février 2014. La livraison du projet est désormais attendue pour la fin de l'année 2015.

The Economist

Cependant, le Panama n'est aujourd'hui plus le seul pays d'Amérique centrale qui entend profiter de sa situation géographique pour devenir un lieu de transit du trafic maritime international. Plusieurs projets concurrents ont en effet vu le jour ces dernières années dont le plus avancé est celui du Nicaragua. L'idée d'un canal qui traverserait cet État n'est toutefois pas nouvelle puisque ce projet était déjà évoqué au moment des premiers travaux à Panama, à la fin du XIX^{ème} siècle. Le chantier avait même débuté en 1888 mais il fut très rapidement arrêté faute de financements. Quelques années plus tard, le président Theodore Roosevelt choisit de privilégier la construction du canal de Panama. Les Etats-Unis s'opposèrent même violemment aux volontés d'autres États, notamment européens, de construire un canal reliant les deux océans via le Nicaragua, puis finirent par occuper le pays à partir de 1912. Cette domination se conclut en 1933 par le retrait des troupes américaines, sous la pression du mouvement de guérilla conduit par Augusto Sandino. Cet épisode marque encore profondément la vie politique du pays puisque l'actuel président du Nicaragua, Daniel Ortega,

en poste depuis 2007, appartient au Front sandiniste de libération nationale, créé en 1961 en hommage à Augusto Sandino.

Si le projet actuel ne repose que sur des investissements privés, ce n'est pas pour autant qu'il ne préoccupe pas les experts et l'opinion publique nicaraguayenne. Le magazine britannique *The Economist* a consacré une longue enquête [6] à la fin de l'année 2013 sur le futur canal du Nicaragua, émettant de sérieux doutes sur le choix du président Ortega de confier les travaux à la compagnie hongkongaise HKND. L'article ne reconnaît qu'un seul mérite au [magnat chinois](#) des télécoms Wang Jing, président de ce groupe : réussir à « convaincre le gouvernement de l'ancien parti révolutionnaire sandiniste d'hypothéquer la souveraineté du pays » pour la réalisation du canal. La rente annuelle de 10 millions de dollars obtenue par le gouvernement, ainsi que sa faible part dans la compagnie créée, ne justifieraient pas la concession de cinquante ans, une fois renouvelable, conclue avec HKND.

Cet accord laisse en effet penser que le gouvernement Ortega souhaite agir vite, conscient que l'État d'Amérique latine qui sera le premier à ouvrir une voie alternative au canal de Panama bénéficiera d'un considérable avantage. Le président nicaraguayen entend boucler les travaux d'ici 6 ans, un temps record pour un édifice de 280 km de long (contre 80 pour le canal de Panama), dont les coûts sont évalués à plus de 40 milliards de dollars. Malgré les nombreuses protestations, notamment concernant les conséquences environnementales du projet, rien ne semble en mesure d'altérer la détermination des autorités.

Le Nicaragua, considéré par la Banque Mondiale comme le pays le plus pauvre d'Amérique centrale, espère bien capter grâce au canal une partie du trafic maritime qui passe par Panama. Si cet édifice voit le jour, il permettrait, selon ses promoteurs, de réduire les trajets entre la côte Est et la côte Ouest des Etats-Unis d'environ 800 km par rapport à la route actuelle.

Bien que plusieurs pays d'Amérique centrale souhaitent, pour des raisons à la fois historiques et stratégiques, réduire leur dépendance vis-à-vis de Washington, on constate que le faible poids économique de cette région entrave ces efforts. Une des solutions envisagées passe par l'adhésion à des organisations supranationales, regroupant plusieurs États de cette zone, voir de l'ensemble de l'Amérique latine. Le Honduras et le Nicaragua ont par exemple rejoint l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques), lancée en 2005 par les présidents cubain et vénézuélien, en vue de proposer une alternative à la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) soutenue par Washington. Mais cette organisation peine à rassembler au-delà du sentiment d'anti-américanisme, et, de plus, le Venezuela y est régulièrement taxé d'autoritarisme. Le Honduras a ainsi quitté cette alliance en 2010, à la suite d'un différend avec Caracas, accusé d'ingérence dans les affaires internes du pays.

Copyright Mai 2014-[Sand](#)/Diploweb

. Voir le numéro précédent de cette rubrique : « [Guerre froide](#) » irano-saoudienne : [quels satellites ?](#)

P.-S.

Diplômé de l'EDHEC. En Master 2 Recherche à l'Institut Français de Géopolitique (IFG).

Notes

[1] thedialogue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=3568

[2] Propos de M. Solis recueillis par le journal Le Monde le 8 avril 2014 à la suite de son élection

abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2014/04/08/le-president-costaricain-elu-la-monogamie-avec-les-etats-unis-n-est-pas-souhaitable_4397452_3222.html?xtmc=costa_rica&xtcr=2

[3] *ibid*

[4] online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702304914204579394631717914294

[5] woodmac.com/public/media-centre/content/11905569

[6] economist.com/news/americas/21587218-yet-again-nicaraguans-are-letting-their-longing-trans-oceanic-canal-get-better#sthash.qTYuoKXx.dpbs